

- Département de l'Isère -



COMMUNE DE NOTRE DAME DE L'OSIER

39 rue de la Forge - 38470 Notre Dame de l'Osier

Tél: 04 76 36 61 77 - Fax: 04 76 36 62 04

E. Mail: ndomairie@wanadoo.fr

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

NOTE DE PRESENTATION

au titre de l'article R.123-8 2° et 3° du Code de l'Environnement



Bureau d'Études Techniques
137, rue Mayoussard - CENTR'ALP
38430 MOIRANS

*Dossier n°380-06
Janvier 2017*

Tél. : 04 76 35 39 58
Fax : 04 76 35 67 14
E.mail : alpetudes@alpetudes.fr

COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

Commune de Notre Dame de L'Osier

39 rue de la Forge

38 470 NOTRE DAME DE L'OSIER

Tél : 04 76 36 61 77

Fax : 04 76 36 62 04

Mail : ndomairie@wanadoo.fr

OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

La présente enquête publique porte sur le zonage d'assainissement pluvial de la commune de Notre Dame de L'Osier.

TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE

La réalisation du zonage des eaux pluviales est soumise à enquête publique conformément aux dispositions du **décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011** portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

L'ensemble de ces textes est codifié aux :

- articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 et suivants du **Code de l'Environnement** ;
- article L.2224 10 du **Code Général des Collectivités Territoriales** ;
- article L.123-1-5 du **Code de l'Urbanisme** ;

INSERTION DE L'ENQUETE PUBLIQUE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE

La commune de Notre Dame de L'Osier a décidé d'élaborer un zonage d'assainissement pluvial, en parallèle de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le projet de zonage des eaux pluviales est soumis à une demande d'examen au cas par cas sur l'éligibilité à évaluation environnementale en application de l'article R.122-17-II-4° du Code de l'Environnement auprès de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, i.e. le Préfet de l'Isère.

La commune de Notre Dame de L'Osier a sollicité, le 16/01/2017, l'examen au cas par cas de l'autorité environnementale dans la cadre de la procédure d'élaboration de son zonage d'assainissement des eaux pluviales.

Le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales est maintenant soumis à l'enquête publique.

L'enquête publique, durant laquelle des permanences du commissaire enquêteur et la mise à disposition du dossier au public sont assurées, permettra à chacun de consulter le projet et d'émettre des avis.

Dans le délai d'un mois qui suit la clôture de l'enquête, la commission d'enquête examine les observations consignées ou annexées au registre d'enquête publique, établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et rédige des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables.

Le zonage d'assainissement pluvial est ensuite approuvé par le conseil municipal, qui analysera les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête pour prendre sa décision et apporter d'éventuels ajustements au dossier.

Cette délibération, suivie des mesures de publicité, met un terme à la procédure du zonage d'assainissement pluvial.

LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET

Le zonage pluvial est une phase essentielle dans l'élaboration d'une **stratégie de gestion des eaux pluviales**. Il permet d'intervenir au niveau des zones urbaines déjà desservies par le réseau collectif, des zones d'urbanisations futures et des zones naturelles ou agricoles.

Le plan de zonage de l'assainissement pluvial est destiné à définir sur la commune les secteurs auxquels s'appliquent **différentes prescriptions d'ordre technique et/ou réglementaire**. En pratique, ce zonage correspond à un **découpage de la commune en secteurs homogènes**.

Concrètement, d'après l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, **le zonage pluvial doit délimiter**, après enquête publique :

- les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols, assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que de besoin le traitement des eaux pluviales.

D'un point de vue financier, l'extension, l'adaptation et le redimensionnement des réseaux traditionnels représentent des investissements importants, et plus particulièrement dans les opérations d'aménagement où la part du pluvial reste prépondérante dans la réalisation des réseaux humides.

Les **nouvelles stratégies d'assainissement pluvial** offrent la possibilité et l'intérêt d'un **transfert partiel ou complet de charge sur les particuliers**, solutions alternatives traitant les problèmes à la source, en combinaison avec l'intervention publique.

Ainsi, il est envisagé d'axer la politique communale vers des **principes de compensation** des effets négatifs de cette imperméabilisation. Il sera alors exigé des aménageurs qu'ils compensent toute augmentation du ruissellement induit par la création ou l'extension de bâtis, par la mise en œuvre de dispositifs de rétention des eaux pluviales ou d'autres **techniques alternatives**, comme la mise en place de système d'infiltration/rétention à la parcelle.

L'objectif de base demeurant la **non-aggravation de l'état actuel**, la réponse offerte par l'imposition de ces techniques privatives est équivalente à une limitation de l'imperméabilisation, **sans toutefois priver la collectivité des aménagements** (individuels ou collectifs) auxquels elle peut prétendre.

Les techniques alternatives sus évoquées reposent sur la **réattribution aux surfaces de ruissellement de leur rôle initial de régulateur avant leur imperméabilisation**, par rétention et/ou infiltration des volumes générés localement. Elles présentent l'avantage d'être globalement **moins coûteuses que la mise en place ou le renforcement d'un réseau pluvial classique**.

Conformément à ces nouvelles stratégies, la commune de Notre Dame de l'Osier a donc décidé d'édicter des règles et des contraintes et délimiter sur tout le territoire communal, des zones de maîtrise de l'imperméabilisation et des zones de maîtrise de ruissellement. Il s'agit d'opérer un contrôle et une maîtrise des écoulements pluviaux à la «source» afin de limiter les flux hydrauliques collectés sur les ouvrages publics. Ainsi, pour tout permis de construire ou déclaration de travaux modifiant l'imperméabilisation d'une parcelle, une prise en compte des contraintes de rejet devra être prise en compte.

RESUME DES PRINCIPALES RAISONS POUR LESQUELLES, NOTAMMENT DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT, LE PROJET SOUMIS A ENQUETE A ETE RETENU

La commune de Notre Dame de l'Osier ne connaît pas de problème particulier lié aux eaux pluviales.

Le réseau pluvial est développé sur plusieurs secteurs de la commune (Bon Rencontre, les Mouilles, route de Bergerandière et le village).

La commune a confié à Alp'Etudes la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement Pluvial.

L'assainissement pluvial de la commune de Notre Dame de l'Osier va tendre à se développer autour des principaux modes de gestion des eaux pluviales suivants :

- zones urbanisées où les eaux pluviales sont gérées préférentiellement à la parcelle, où le raccordement sur le réseau public d'eaux pluviales est autorisé exclusivement pour les habitations existantes implantées en limite de voies publiques et ne concerne que les eaux pluviales qui s'écoulent naturellement vers ces voies publiques ;
- Zones de gestion individuelle où la rétention/infiltration des eaux pluviales doit se faire à l'échelle de la parcelle ou de la zone concernée ;
- Zones réservées à l'implantation d'ouvrages de stockage des eaux pluviales ;
- Zones soumises à un risque de glissement de terrain (rétention nécessaire à l'aide d'un dispositif étanche et infiltration a priori non envisageable) où une étude géo pédologique est nécessaire pour valider la nature des sols et définir le dispositif le mieux adapté (source : carte des aléas).

La taille des ouvrages publics ne peut être techniquement et financièrement augmentée sans cesse. Une nouvelle politique de maîtrise et de gestion des eaux de ruissellement doit être mise en œuvre. Cette politique va dans le sens d'une gestion « amont » des eaux pluviales destinée à :

- assurer la pérennité hydraulique des ouvrages existants **en évitant l'accroissement de la dimension des ouvrages en domaine public,**
- **limiter les volumes et débits** dirigés vers les exutoires naturels ainsi que la fréquence des risques d'inondation des zones exposées,
- **limiter l'impact sur le milieu naturel** en maîtrisant la pollution pouvant être rejetée par les eaux pluviales.

Par ailleurs, le territoire communal présente des dispositions vis-à-vis des caractéristiques d'urbanisation, de type de réseaux et bassins de rétention, d'exutoire (réseau, combes...) et de sensibilité (zone de ruissellement) ce qui nécessite des prescriptions différentes suivants les secteurs.

Ainsi, en cohérence avec ces éléments, la commune prévoit de créer des noues de rétention en tête de bassin versant afin de limiter leur ruissellement à la source (secteur des Mouilles).